

Devoir d'annonce des cyberattaques

| | FINMA | PFPDT | OFCS |
|---------------------------|---|---|--|
| Conditions | La cyberattaque vise des actifs d'importance critique et met en danger un ou plusieurs éléments faisant l'objet d'une protection (objectifs de protection) dans les fonctions d'importance critique et leurs processus. | La cyberattaque constitue une violation de la sécurité des données et entraîne vraisemblablement un risque élevé pour les personnes concernées. | La cyberattaque: -met en péril le fonctionnement de l'infrastructure critique concernée; -a entraîné une manipulation ou une fuite d'informations; -n'a pas été détectée pendant une période prolongée, en particulier si des indices laissent penser qu'elle a été exécutée en vue de préparer d'autres cyberattaques, ou -s'accompagne d'actes de chantage, de menaces ou de contrainte. |
| Délai | Annonce dans les 24 heures, puis annonce détaillée dans les 72 heures | Dans les meilleurs délais | Dans les 24 heures |
| Contenu | L'annonce doit contenir la nature de la cyberattaque, ses conséquences et les mesures prises ou envisagées (cf. les sources ci-dessous pour les différences selon l'autorité destinataire). | | |
| Sources juridiques | Art. 29 al. 2 LFINMA Communication FINMA sur la surveillance 05/2020 Cf. ég. Circulaire 2023/1 sur les risques et résilience opérationnels | Art. 5 let. h LPD Art. 24 LPD Art. 15 OPDo | Art. 74d s. LSI Art. 18 p-OCyS |